

Gauche, où es-tu ?

Michel Nejszaten

Mai 2008

Présentation

Il ne faut pas être très perspicace pour constater la faiblesse de la gauche: qui a un réel projet de *société alternative* et qui représente une *force* ? Pourtant il n'existe pas de débat approfondi et prolongé sur ce qu'a été la gauche, sur ce qu'elle est devenue. On accuse bien MM. Blair et Schröder d'être des "sociaux-démocrates", la gauche radicale critique le PS depuis des décennies et aussi Écolo qui tend à se (re)définir "ni à gauche, ni à droite".

Les propos qui vont suivre n'ont pas pour but de provoquer – ou si peu –, ils résultent d'analyses, de réflexions qui se veulent pertinentes et qui ne le sont peut-être pas du tout. Pour chercher les causes des échecs de la gauche, pour que la vie reprenne, il manque des vives polémiques, des conclusions contradictoires, des recherches audacieuses, qu'espérer dans un environnement ingrat, peu enclin à se remettre en question ? En Belgique, c'est le calme plat. Pas vrai ?

Après plus de quarante ans d'activités sociales et quelques expériences intéressantes, n'ai-je pas le droit de donner un avis ? D'ailleurs, je n'ai pas beaucoup de "leçons à donner", mais beaucoup de questions à poser.

C'est quoi la gauche ?

Le PS serait à gauche, Écolo se tâte, le PTB (Parti du Travail de Belgique) ne serait plus à l'extrême gauche, simplement à gauche; la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), le MAS (Mouvement pour une alternative socialiste), le PCB (Parti communiste de Belgique), l'UAG (Une autre gauche), le CAP (Comité pour une autre politique) – excuses pour les oublis et les confusions – représentent la gauche radicale, qui sonne mieux que "extrême gauche" puisque "les extrêmes se touchent", répète-t-on souvent.

Ne se prononcent pas: les associations écologiques, tels le GRAPPE (Groupe de Réflexion et d'Action Pour une

Politique Ecologique), les Amis de la Terre, Nature et Progrès...

Une définition ? Être de gauche signifie œuvrer en direction d'une société sans classes, sans les grandes divisions du travail (intellectuel-manuel, homme-femme, ville-campagne, nord-sud...), répondant aux besoins fondamentaux dans le respect de la nature¹. Cet objectif implique le remplacement de la société capitaliste actuelle, condition indispensable pour résoudre les grandes contradictions à l'échelle internationale. Il est nécessaire de briser le pouvoir des multinationales, de combattre leur idéologie, leurs pratiques guerrières et prédatrices, de transformer leur production et le mode de vie que celle-ci induit, etc.

Les partis comme le PS et Écolo sont toujours disposés à participer au pouvoir pour gérer un pays contrôlé par quelques multinationales étrangères, encadré par la CEE et les États-Unis, ils n'ont pas pour ambition de renverser le cours des choses, ils sont présents pour ramasser quelques miettes du pouvoir et teindre en rose et en vert pâle la société néo-libérale; réformettes pour garantir la paix sociale et "mesurettes" pour atténuer les catastrophes écologiques sont leur seul fonds de commerce. Le "nouveau" PTB semble opter pour un "populisme de gauche", en laissant tomber son fatras idéologique.

Assez de préambules.

Les réformes de la gauche radicale

Il est frappant que certains partis-associations ne proposent sur leur site Internet qu'un programme électoral et repoussent ailleurs leurs aspirations lointaines, qui devraient pourtant être les plus importantes.

¹ Revenons à ce qui paraît le plus logique, dans la tradition des anciens utopistes et des révolutionnaires, en reprenant le contenu du communisme. Jusqu'à la mise au point d'une autre perspective plus crédible... L'écologie est un élément nouveau à prendre en compte impérativement.

Ces programmes électoraux sont fort semblables. Ils additionnent une série de revendications visant à réformer la société². La question est la suivante: ces réformes aident-elles à se rapprocher du but, affaiblissent-elles les multinationales et renforcent-elles la gauche ?

Comme la plupart de ces revendications ont été avancées les siècles passés, ne suffit-il pas d'en examiner l'évolution et les applications pour se forger une opinion sur leur pertinence ?

La plupart des combats ouvriers depuis le 19^e siècle ont visé à augmenter le revenu des classes les plus pauvres, à réduire les inégalités sociales.

Le sort des ouvriers s'est effectivement amélioré depuis l'époque misérable du début du 19^e siècle. Cependant, la part des salaires dans le revenu national a connu de fortes hausses dans les années 60-70, puis une baisse relative les années suivantes³. Cette période 60-70 correspond exactement à une grande prospérité du capital et à l'enchaînement des travailleurs à la société dite de "consommation". Attribuer aux travailleurs des "chaînes dorées", c'est estimer que le sort actuel des ouvriers n'est pas meilleur, bien au contraire, que celui des ouvriers des années 1936-40, 1950-1960. Dans ces années 60-70, la déliquescence du mouvement ouvrier s'est accélérée. Disparition de la plupart des coopératives, du militantisme politique et syndical, des activités culturelles ouvrières (théâtre en wallon, fanfares, chorales...), affaiblissement inexorable de la solidarité, de l'entraide, de ce qui distinguait le monde ouvrier du monde bourgeois en général.

L'anéantissement des espoirs dans une autre société et l'acceptation des chaînes dorées ont été intimement liés aux revendications traditionnelles, celles qui se retrouvent encore

2 Parmi les revendications habituellement citées: baisse du temps de travail, hausse des salaires, enseignement gratuit, soins de santé gratuits...

³ En Belgique, les revenus du travail représentaient 56 % du PIB en 1960, leur part est montée à 66,8 % en 1981 et est redescendue à 60,1 % en 2006. Pour l'Union européenne: en 1975, les revenus du travail des 15 pays membres représentaient 70 % du PIB et 58 % en 2006. (Source: levif.be du 26/11/2007)

et toujours dans les programmes de toutes les organisations se référant à la gauche, plus Écolo.

Cet échec mérite de longs développements: que le mouvement ouvrier se soit transformé au sein de la société capitaliste ou par le biais d'une prise de pouvoir (Union soviétique...), le résultat à terme a été grosso modo le même. La situation matérielle s'est améliorée, mais l'exploitation a continué ou a été rétablie avec des chaînes dorées ou non. Une explication qui en vaut une autre: les objectifs du mouvement ouvrier étaient (et sont encore) flous, les moyens pour dépasser le capitalisme étaient insuffisants, l'échec devenait par conséquent inévitable.

Examinons ces fameuses revendications de plus près.

La baisse du temps de travail

Travailler 12 h et plus était une menace pour l'intégrité physique des ouvriers du 19^e siècle et un obstacle insurmontable à d'autres activités. La lutte pour les 8 h se justifiait pleinement. Oui, mais que s'est-il passé au cours du temps, lorsque la baisse du temps de travail s'est poursuivie au-delà des intentions premières ? Au lieu des avantages attendus, ce fut essentiellement la généralisation du travail à pauses, aggravant les difficultés de la vie familiale et nuisible pour la santé, l'intensification du travail (du travail à la chaîne à l'informatisation immobilisant l'esprit en plus du physique) qui s'appuient sur la baisse du temps de travail pour être effectives.

Même les employés ont été emportés par la logique du profit et ont perdu tout contrôle sur l'administratif comme les ouvriers sur la production, c'est l'ordinateur qui décide, mis au point selon les instructions de la direction.

C'est une tendance générale.

La défense de l'emploi

La défense de l'emploi est un des chevaux de bataille de la gauche traditionnelle et radicale. Parmi les moyens proposés, la diminution du temps de travail qui entraînerait une augmentation de l'emploi. Si cela s'est vérifié, c'est

exceptionnellement, et encore, avec le risque d'une aggravation sensible des conditions de travail.

Défendre l'emploi sans plus implique que le travail est considéré comme indispensable pour ne pas être un marginal. Il s'ensuit une certaine identification entre travailleurs, cadres et direction. Or, comme l'appareil de production et les sociétés de services ont pour but d'augmenter leurs profits, le travail fait partie intégrante d'un système fondé sur l'exploitation et les grandes divisions du travail (les hiérarchies, par exemple), il crée foncièrement des valeurs d'usage aliénantes et nuisibles ou s'appuient sur elles. On sait d'ailleurs depuis longtemps que le profit ne s'embarrasse d'aucune éthique, sauf exception: il augmente quand une entreprise restructure, quand les accidents progressent, quand les malades sont plus nombreux, quand il faut reconstruire sur les ruines d'une guerre.

La production et le mode de vie capitalistes détruisent la vie sur la terre, épuisent les ressources, hypothéquant gravement l'avenir. Nord et Sud subissent le même sort, à des degrés divers (exploitation plus féroce au Sud, pillage des matières premières, évincement des productions locales, vivrières, etc.). Chaînes dorées ici pour une majorité, chaînes nues là-bas pour toute la population.

Célébrer le travail sans plus, donc l'emploi en général, revient à honorer le capitalisme.

Il existe heureusement des espaces non capitalistes, des espaces moins imprégnés de capitalisme et, dans le cœur même du capital, des résistances méritoires. Mais la "gauche" est avare de choix rompant avec le travail pour le profit, se détachant de l'emploi utile au capitalisme.

La hausse des salaires

La misère était un obstacle majeur à toute activité émancipatrice. Élever le salaire se révélait indispensable pour tout combat supérieur. Dans les années 1970, les salaires ont régulièrement augmenté, permettant aux travailleurs non seulement de s'éloigner des pénuries antérieures (famine, logement misérable et surpeuplé, aucune sécurité sociale...),

mais en plus de devenir propriétaire de maison (une ou plusieurs), de posséder une ou deux voitures, de partir en congé à l'étranger, de se nourrir à volonté en conférant à l'alimentation une place mineure dans les dépenses des ménages; grâce à la sécurité sociale, ils ont pu se soigner, bénéficier d'allocations en cas de chômage, d'invalidité...

Cette intégration dans "la société de consommation" correspond à l'acquisition de "chaînes dorées"⁴.

Les besoins de "défoulement" indispensables pour tenir le coup ("reproduire la force de travail") physiquement et mentalement et les contraintes provenant du mode de vie expliquent une bonne part des dépenses consenties⁵. Le reste, qu'on qualifie de "luxe", présente également des caractéristiques contestables.

- schéma pour l'alimentation: La consommation populaire comporte des aliments *bourratifs*: pain, pommes de terre, graisses, sucre, lait et œufs, trop de viande, chips, confiserie, boissons non alcoolisées bon marché (coca, limonades, jus et sirops de toutes sortes), aliments préparés,

4 Il est intéressant de retrouver Marx en 1847 au sujet des "chaînes dorées" et des hausses de salaire:

*Dire que la condition la plus favorable pour le travail salarié est un accroissement aussi rapide que possible du capital productif signifie seulement ceci: plus la classe ouvrière augmente et accroît la puissance qui lui est hostile, la richesse étrangère qui la commande, plus seront favorables les circonstances dans lesquelles il lui sera permis de travailler à nouveau à l'augmentation de la richesse bourgeoise, au renforcement de la puissance du capital, contente qu'elle est de forger elle-même les chaînes dorées avec lesquelles la bourgeoisie la traîne à sa remorque. [...] Lorsqu'on parle de hausse du salaire, il est à remarquer qu'il faut toujours avoir en vue le marché mondial et que la hausse du salaire n'est acquise qu'à ce prix que dans d'autres pays des ouvriers sont privés de pain. (MARX, *Travail salarié et capital*, éditions en langues étrangères, Pékin, 1966)*

⁵ Le budget des ménages a fortement évolué depuis les années 60: en 61, l'alimentation représentait 38,1 % du budget des ménages ouvriers; en 78-79, 22 % du budget de tous les ménages (quelques % en plus pour les plus bas revenus) et seulement 15,5 % en 2005; par contre, le transport (la voiture essentiellement) représentait 10 % en 1973-74 pour les ménages ouvriers, 11 % en 1978-79 et 15,5 % en 2005 pour tous les ménages, soit autant que l'alimentation ! "Curieusement", la proportion des loisirs, culture, enseignement a augmenté moins fort: 7,3% en 1978-79 et 8,6 % pour tous les ménages. (Source: Annuaire statistique de la Belgique, 1976; SPF Économie-Direction générale Statistique et Information économique)

etc. Le tabac et l'alcool jouent le même rôle⁶. Les repas rapides et le restaurant ont aussi souvent une fonction de "délasserment" pour récupérer. La plupart de ces aliments sont nuisibles à plus d'un égard: pour la santé des consommateurs (résidus toxiques, déséquilibres diététiques, manque de nutriments capitaux ...); pour la petite production et le petit commerce local, puisque la plupart des achats se font dans les grandes surfaces qui évincent l'artisanat et la petite production industrielle aussi bien en Occident qu'au Sud; pour le transport en commun, puisque les grands magasins ne sont accessibles aisément qu'en voiture; l'avion, moyen de transport le plus polluant, sert à amener des aliments exotiques ou hors saison. La liste des nuisances pourrait encore être allongée !

- schéma pour le logement: La course pour fuir la pollution industrielle et le bruit, le désir de grands espaces fort éclairés (pour *oublier* la vie dans les logements ouvriers exigus et sombres ?) ont conduit à des maisons quatre façades dans les campagnes, gaspilleuses d'énergie, détruisant la vie et les paysages campagnards (voir Bonnelles, par exemple), renforçant les tendances individualistes. D'autant que les parents âgés ne sont plus que rarement accueillis dans la famille.

- schéma pour les loisirs: Le défoulement est fort présent: vacances à l'étranger sans souci pour les populations locales et l'environnement, pire si les déplacements se font en avion; la télévision et les jeux électroniques, les déplacements inutiles en voiture, à grande vitesse; les supporters acharnés des grands clubs de football. Autant de "produits" de consommation aliénants, vecteurs de comportements asociaux.

- schéma pour les soins de santé: Les dépenses augmentent, car la prévention est négligée, le nombre et la fréquence des maladies s'accroît suite notamment à la pollution (air, eau, aliments, sol), à l'affaiblissement du physique de la

⁶ M. NEJSZATEN, "*L'âge d'or*" de la condition ouvrière en Belgique (1960-1980), inédit, 1982 (revu en 2003).

population⁷, à la nécessité de se "retaper" au plus vite pour reprendre le travail et maintenir le revenu. Nombre de médicaments ont des effets secondaires, de même que l'hospitalisation (maladies nosocomiales...), entraînant une spirale négative. Sans parler des médicaments pris en grand nombre qui font office de drogues (calmants, somnifères, antidépresseurs...).

Il s'ensuit que les combats traditionnels pour des hausses de salaire ne conduisent pas à une amélioration de la situation, mais bien souvent, à un renforcement de l'enchaînement à un mode de vie néfaste. Le corporatisme est aussi de plus en plus présent dans les attitudes syndicales (cheminots, conducteurs des bus...). Où sont passées les qualités ouvrières d'antan, la solidarité, l'entraide, le sport amateur ouvert aux autres et basé sur le fair-play, la tolérance. Il faut des événements exceptionnels comme la Marche blanche ou les grèves contre la destitution du juge Connerotte pour retrouver quelques-unes de ces qualités à une grande échelle.

La déduction fautive de cette brève synthèse serait de condamner sans plus la lutte salariale. Telle que la lutte pour les réformes est conduite depuis quelques décennies, elle entraîne surtout des effets négatifs, voilà ce qui se dégage.

Les libertés démocratiques, "l'État de droit"

Les éloges de la démocratie parlementaire opposée aux diverses "dictatures" sont incessants, comme l'affirmation triomphante que notre État est un "État de droit".

Le mouvement ouvrier a lutté pour obtenir le suffrage universel, accompli en plusieurs étapes; le droit de vote des femmes en 1948 a clôturé cet épisode. À nouveau, on peut s'interroger sur l'utilité de ces réformes: démontrent-elle que notre société est démocratique ou, au contraire, l'exercice de ce type de démocratie révèle-t-il une façade sans rien derrière

⁷ Voir: M. NEJSZATEN, *Les apprentis sorciers de la chimie*, éd. Vivre... S, Seraing, 2007.

? Les décisions politiques et économiques importantes sont prises discrètement, échappant au contrôle des citoyens, encore plus aux ouvriers et aux employés ! Tout le monde sait – ou devrait savoir – que les multinationales ont la haute main sur l'économie et la politique internationales, appuyées par l'OMC (Organisation mondiale du commerce), par l'Union européenne, par un lobbying extrêmement efficace, et que les gouvernements se contentent, au mieux, de corriger quelques dérapages.

On peut s'exprimer librement ? Oui, à condition de ne pas gêner le vrai pouvoir. Lahaut, Cools, Lumumba ont été considérés, à tort ou à raison, comme pouvant nuire aux intérêts de quelques grands groupes. L'arsenal contre les personnes soupçonnées de "terrorisme" est en place et la tentative illégale d'extrader un Belge d'origine turque – même pas dangereux — montre que le pouvoir est prêt à tout. La maltraitance des demandeurs d'asiles – enfants enfermés, assassinat de Sémira Adamu... –, fait partie de notre quotidien. Le camp de Guantanamo et l'aide apportée à la CIA pour exporter des suspects dans des pays où la torture est bien implantée ne sont malheureusement que des exemples supplémentaires.

Qui dérange actuellement, dans notre pays ? Personne. Par contre, au Sud, où les contradictions sont aiguës, l'exploitation du personnel très forte, le pillage des ressources effréné, la façade est absente.

Mieux vaut une démocratie formelle que pas de démocratie du tout ? Oui, si elle sert de tremplin vers une démocratie réelle pour la population. Sinon, elle paralyse tout progrès et c'est ce qui se produit ici.

L'État est-il autre chose qu'un appareil de pouvoir au service des classes dominantes ? L'État peut-il se réformer ou est-il, plus vraisemblablement, capable de reculer si le rapport de forces lui est défavorable ? Ces questions sont anciennes, mais à lire tous les espoirs que la gauche place dans l'État, il semble que les réponses ont changé et que l'État est considéré comme un garant des droits de la population.

Les services publics (SNCB...), la sécurité sociale, l'enseignement

La défense des services publics en général, de la sécurité sociale, de l'enseignement public et gratuit appelle quelques commentaires.

Le rôle économique de l'État est de contribuer à faire tourner la machine. Non ? Des exemples ?

La priorité au TGV est dictée par des considérations de profit, entraînant l'abandon ou le retard pour d'autres investissements. Il est probable que le pullulement des rails avant le règne de la voiture et du camion répondait avant tout à la nécessité de transporter les marchandises et d'amener le personnel sur les lieux de travail. Lorsque ce besoin est devenu moins pressant, de nombreuses lignes ont été fermées, ainsi que des gares et des points d'arrêt, sans considération pour les déplacements non professionnels et pour la minorité qui n'avait pas de voiture ou souhaitait ne pas l'utiliser pour aller travailler.

On pourrait aussi épiloguer sur l'*empressement* des autorités à favoriser les transports en commun. Cette lenteur est due au fait que la voiture est un des fondements de la croissance économique donc des profits, ce qui lui vaut un caractère sacré. Les tueries et les handicaps qu'elle engendre sont par conséquent accessoires pour les dirigeants politiques et économiques, la pollution vient à peine d'être prise en compte formellement, car celle-ci atteint riches comme pauvres ("le réchauffement climatique"). Les embouteillages récurrents gênant le travail (accès, déplacements) ont occasionné de telles pertes économiques que d'autres moyens de transport commencent à être envisagés pour les résorber.

Les services publics comme le chemin de fer et la poste constituent un énorme appareil bureaucratique au service de l'économie capitaliste. Quand servent-ils le public? C'est le plus souvent grâce à la conscience des travailleurs "indisciplinés" – chefs de gare retardant "abusivement" des trains pour que les navetteurs ne ratent pas une correspondance ou facteurs aidant des personnes âgées de

leur propre initiative. La "privatisation" vise à faire disparaître ces "pertes de temps", même quand l'État reste l'actionnaire principal (exemple, la poste) ! Manière de cumuler les défauts de la bureaucratie étatique et du privé sauvage.

Quelques limites de la sécurité sociale et des soins de santé ont déjà été indiquées. Sous la pression de la population et du mouvement ouvrier, le rôle de la sécurité sociale a dépassé le simple rétablissement de la force de travail et il n'est pas étonnant qu'actuellement, dans un contexte moins favorable, l'État tende à abandonner les soins bon marché pour les non travailleurs et aussi pour les travailleurs. Insistons sur le rôle de parent pauvre de la prévention et sur les réticences à subventionner les médecines douces, alors que les industries pharmaceutiques et divers secteurs de la santé, intéressés par l'essor de la médecine allopathique, sont favorisés. Une meilleure santé passe par un autre mode de vie et de travail, et les soins de la médecine allopathique ne devraient intervenir qu'en dernier recours.

Les allocations sociales sont insuffisantes pour vivre dignement, elles permettent toutefois d'éviter des crises et des conflits sociaux, elles ont également une utilité économique pour stabiliser la consommation des biens courants. En période de chômage abondant, les tendances sont fortes pour baisser ces allocations, exclure des chômeurs, etc.

"Défendre la sécurité sociale" en comptant sur l'État mène à des impasses.

Il y aurait à objecter à la revendication "enseignement de qualité et accessible" et autre "enseignement gratuit". Déjà en mai 68, la fonction de l'enseignement était dénoncée, parce qu'il était manifeste que, liée de près ou non à l'industrie, l'école vise à former les futurs cadres du capitalisme, un des rouages indispensables. Des points de programme de la gauche traitent de l'apprentissage de l'esprit critique⁸, propice

⁸ À l'Université libre de Bruxelles, c'est le "libre examen" qui sert de "philosophie" pour l'éducation, donnant ainsi une bonne conscience aux diplômés qui serviront,

à développer des capacités innovantes... dont le pouvoir en place peut aussi bénéficier, car une formation rigide bride la création.

L'enseignement est naturellement une nécessité, des matières générales sont indispensable (lire, écrire...), même pour contester, il existe des écoles comme des enseignants qui débordent de ce que le pouvoir attend d'eux. C'est l'exception. Des activités parascolaires, comme la visite des camps de concentration, l'écoute des témoignages sur le passé, sortent du moule, pas assez cependant pour croire dans un enseignement officiel au service de la population ou pour se contenter d'un enseignement gratuit.

Du passé, ne faisons pas table rase

Les anciens révolutionnaires avaient moins d'illusions sur les réformes que la gauche actuelle, alors qu'ils ne percevaient pas encore tous les effets pervers du capital à l'échelle de l'Humanité.

Vous connaissez tous la loi de 10 heures ou plus exactement de 10 heures 1/2, mise en vigueur en 1848. Ce fut un des plus grands changements économiques dont nous ayons été témoins. [...] Ce fut une hausse de salaire en des circonstances singulièrement défavorables. Le docteur Ure, le professeur Senior et tous les autres porte-parole officiels de l'économie de la bourgeoisie prouvèrent [...] qu'on sonnait ainsi le glas de l'industrie anglaise. [...] Eh bien ! quel fut le résultat ? Une hausse des salaires en argent pour les ouvriers d'usine malgré la diminution de la journée de travail, une augmentation importante du nombre des ouvriers occupés dans les usines, une baisse ininterrompue des prix de leurs produits, un développement merveilleux de la force productive de leur travail, une extension continue inouïe du marché pour leurs marchandises⁹.

dans leur grande majorité, la société néolibérale. L'UCL, sans libre examen, ne paraît pas jouer un autre rôle dans la société.

9 MARX, O. C., T. 2, éd. du Progrès, Moscou, 1970.

Dans "Le Capital", Marx revient à plusieurs reprises sur ce paradoxe apparent: *[Cela] change avec le raccourcissement légal de la journée. L'énorme impulsion qu'il donne au développement du système mécanique et à l'économie des frais contraint l'ouvrier aussi à dépenser au moyen d'une tension supérieure, plus d'activité dans le même temps, à resserrer les pores de sa journée et à condenser ainsi le travail à un degré qu'il ne saurait atteindre sans ce raccourcissement*¹⁰.

Marx donne des exemples: *Dans la fabrication des allumettes chimiques, il fut tenu pour loi de la nature que les jeunes garçons, au moment même où ils avalaient leur dîner, plongeassent des baguettes de bois dans une composition de phosphore réchauffée dont les vapeurs empoisonnées leur montaient à la tête. En obligeant à économiser le temps, la loi de fabrique de 1864 amena l'invention d'une machine à immersion (dipping machine) dont les vapeurs ne peuvent plus atteindre l'ouvrier (Note: l'introduction de cette machine avec d'autres dans les fabriques d'allumettes chimiques a, dans un seul département, fait remplacer 230 adolescents par 32 garçons et filles de 14 à 17 ans. Cette économie d'ouvriers a été poussée encore plus loin en 1865 par suite de l'emploi de la vapeur).*

De même on entend encore affirmer dans ces branches de la manufacture des dentelles, qui jusqu'ici n'ont pas encore perdu leur liberté que "les repas ne pourraient être réguliers à cause des longueurs de temps différentes qu'exigent pour sécher les diverses matières, différences qui varient de 3 minutes à 1 heure et même davantage". Mais, répondent les commissaires de l'enquête sur l'emploi des femmes et des enfants dans l'industrie, [...] les circonstances sont exactement les mêmes que dans les fabriques de papier peint... où les principaux fabricants faisaient vivement valoir qu'en raison de la nature des matériaux employés et de la variété des opérations, il était impossible, sans un préjudice considérable, d'interrompre le travail pour les repas... [On] leur accorda [...] un sursis de 18

¹⁰ MARX, *Le Capital*, livre premier, T. 2, Éditions sociales, Paris, 1948.

mois, passé lequel ils devaient se soumettre aux interruptions de travail pour les repas [...]. Qu'arriva-t-il ? La loi avait à peine obtenu la sanction parlementaire que messieurs les fabricants reconnaissaient s'être trompés: "Les inconvénients que l'introduction de la loi des fabriques nous faisait craindre ne se sont pas réalisés. Nous ne trouvons pas que la production soit le moins du monde paralysée; en réalité, nous produisons davantage dans le même temps"¹¹.

Les grèves elles-mêmes suscitent le développement du machinisme: C'est [la machine] comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital [...] emploie, et il le proclame hautement. Elle devient l'arme de guerre la plus irrésistible pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques du travail contre l'autocratie du capital. D'après Gaskell, la machine à vapeur fut dès le début un antagoniste de la "force de l'homme" et permit au capitaliste d'écraser les prétentions croissantes des ouvriers qui menaçaient d'une crise le système de fabrique à peine naissant. On pourrait écrire toute une histoire au sujet des inventions faites depuis 1830 pour défendre le capital contre les émeutes ouvrières.

Dans son rapport, lu devant la commission des Trade-unions, M. Nasmyth, l'inventeur du marteau à vapeur, énumère les perfectionnements du machinisme auxquels il a eu recours par suite de la longue grève des mécaniciens en 1851¹².

Cette généralisation [des lois de fabrique], devenue indispensable pour protéger la classe ouvrière physiquement et moralement, hâte en même temps, comme nous l'avons déjà indiqué, la métamorphose du travail isolé, disséminé et exécuté sur une petite échelle, en travail socialement organisé et combiné en grand et, par conséquent, aussi la concentration des capitaux et le régime exclusif de fabrique. Elle détruit tous les modes traditionnels et de transition derrière lesquels se dissimule encore en partie le pouvoir du capital, pour les remplacer par son autocratie immédiate. Elle généralise en même temps la lutte directe engagée contre cette domination.

¹¹ Ibidem.

¹² Ibidem.

*Tout en imposant à chaque établissement industriel pris à part, l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle multiplie par l'énorme impulsion que la limitation et la régularisation de la journée de travail donnent au développement technique, l'anarchie et les crises de la production sociales, exagère l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine*¹³.

Rosa Luxemburg partage ces opinions:

*Lorsque Bernstein pose la question de savoir si telle ou telle loi de protection ouvrière contient plus ou moins de socialisme, nous pouvons lui répondre que la meilleure des lois de protection ouvrière contient à peu près autant de socialisme que les ordonnances municipales sur le nettoyage des rues et l'allumage des becs de gaz – qui relèvent aussi du contrôle social*¹⁴.

En reconnaissant cependant que les réformes s'inscrivent dans le sens du développement social, elle met le doigt sur la contradiction inhérente à l'État: *Il [l'État] assume sans doute des fonctions d'intérêt général dans le sens du développement social; mais ceci seulement dans la mesure où l'intérêt général et le développement social coïncident avec les intérêts de la classe dominante. La législation de protection ouvrière, par exemple, sert autant l'intérêt immédiat de classe des capitalistes que ceux de la société en général*¹⁵.

Un exemple pris en Belgique.

En 1936, une réunion sur les 40 heures avec comme participants le gouvernement, les deux syndicats et des représentants patronaux se tient sous la pression de la grève générale. Dans un extrait du PV des interventions du dirigeant syndical socialiste Isi Delvigne, on lit: *Le raisonnement tenu par M. Van Zeeland [Premier Ministre] sur les 40 h est exactement le même qu'on nous a tenu avant la guerre sur les 48 h. En 1921, lors de la discussion du projet de*

¹³ Ibidem.

¹⁴ Rosa LUXEMBURG, *Œuvres I*, éd. Maspero, Paris, 1969.

¹⁵ Ibidem.

loi sur la journée de 8 h, nous avons encore entendu les mêmes arguments. Or, contrairement à toutes les prédictions des prophètes de malheur, notre économie n'a nullement été ébranlée par l'instauration de la semaine de 48 h. Il y a dans notre pays, dit Delvigne, un parallélisme frappant entre le développement de la force motrice et la diminution de la durée du travail depuis 1860. [...] La question se pose de savoir si l'heure de réaliser la semaine de 40 h n'est pas venue. Delvigne n'a pas de crainte à ce sujet. Il faut adapter l'organisation du travail à la nouvelle situation économique créée par le formidable développement de la force motrice. [...] Il y a encore un autre argument en faveur des 40 h et c'est un argument d'ordre moral. Il y a énormément de jeunes gens qui n'ont que peu ou pas travaillé dans leur vie, et ce sont précisément ceux que vous trouvez actuellement devant les gendarmes. Si vous les abandonnez, vous perpétuerez les mécontentements. Nous sommes d'accord pour dire que l'on ne peut pas payer 48 h de salaire pour 40 h de travail. Cela est impossible [...].

Conclusion

Se contenter du "partage du gâteau" conduit à un marché de dupes. La dictature des multinationales s'est renforcée dans l'histoire des combats pour augmenter la part du gâteau des travailleurs. Qui ose faire un bilan des réformes ? Ont-elles réellement accéléré le développement des multinationales ou l'ont-elles ralenti ?

Sans renversement de cette dictature, pas de progrès réel pour l'Humanité, pas de sauvegarde de la Terre, à l'heure où l'extinction d'un grand nombre d'espèces vivantes est programmée, où de nombreuses ressources naturelles s'épuisent irrémédiablement, où une proportion énorme de populations subit une exploitation forcenée, avec quelques aménagements mineurs pour une partie des travailleurs occidentaux.

La "lutte finale"

Pour Marx et Engels, la dictature de la bourgeoisie serait renversée par le prolétariat (les travailleurs démunis de moyens de production) qui instaurerait une démocratie pour les exploités, la grande majorité de la population, et exercerait une dictature sur les exploités pour les empêcher de nuire. Ce serait la dictature du prolétariat. Il suffirait aux ouvriers de s'emparer de la machine de production et de la "socialiser", la faire fonctionner au profit de la population pour établir la base économique d'une société meilleure, évoluant vers le communisme.

Or, historiquement, les révolutions inspirées par le marxisme n'ont pas suivi ce schéma.

D'une part, les ouvriers de pays capitalistes se sont intégrés en abandonnant l'idéal révolutionnaire, alors qu'ils auraient dû être le fer de lance des révolutions. D'autre part, les révolutions conduites par des partis marxistes dans des pays où le capitalisme était peu développé ont rapidement porté au pouvoir une nouvelle classe bourgeoise particulière: ces pays, comme la Russie et la Chine, ont pris la forme d'un capitalisme d'État bureaucratique, après une période transitoire; actuellement ils présentent un enchevêtrement de capitalisme d'État et de capitalisme néolibéral.

La rengaine selon laquelle "La théorie marxiste est bonne, mais son application mauvaise" contredit le principe marxiste que "La théorie est un guide pour l'action". Il semble plus plausible d'estimer qu'une pratique mauvaise s'inspire d'une théorie mauvaise, ou du moins insuffisante. Entendons-nous. La critique porte sur la question du passage du capitalisme au socialisme, à une société supérieure, quel que soit son nom, et non sur l'analyse du capital par Marx, toujours d'actualité et certainement la plus pertinente encore aujourd'hui.

Même Staline a prétendu appliquer strictement le marxisme et il a comparé point par point les mesures préconisées par Marx et Engels pour construire le socialisme

avec les réformes promulguées en Union soviétique. Il en a conclu que l'URSS était socialiste¹⁶.

Il est facile de parler de "déviation" à propos de Staline, mais ces "déviation" se sont reproduites partout sous des formes similaires dans les pays dominés par des partis marxistes et, de plus, il n'y a pas d'exemple différent¹⁷.

Actuellement, la gauche même radicale évite de reprendre l'objectif marxiste de "dictature du prolétariat" et préfère utiliser des termes moins *forts* pour définir la société du futur, mettant l'accent sur la démocratie, ce qui devrait moins *choquer* ceux, et ils sont nombreux, qui estiment que nous vivons déjà dans une démocratie. Changer les mots est plus simple que remettre en cause la théorie qui a amené les "déviation".

Or, après coup, en profitant de l'expérience acquise, ne peut-on pas affirmer haut et fort que le prolétariat n'est pas apte à diriger en tant que tel une société supérieure¹⁸ ? L'appareil de production, l'organisation du travail, le type de production et de produits – en se limitant à l'économie – sont façonnés pour servir le capitalisme et ne peuvent en aucun cas, sans transformations, servir à la libération du travail, à la préservation de la nature, etc. Les pays dits socialistes ont repris à leur compte la même base économique; les mêmes hiérarchies et divisions du travail ont été reproduites, avec des conséquences semblables¹⁹.

16 Voir, par exemple, J. STALINE, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, éd. en langues étrangères, Pékin, 1974.

17 Il y a bien eu, à une certaine époque, des espoirs immodérés qui dans la Chine de Mao (*mea culpa*), qui dans la Yougoslavie de Tito ou dans le Cuba de Castro (les membres de la IVe Internationale et bien d'autres).

18 Ce qui ne remet pas en cause les énormes qualités déployées par le mouvement ouvrier et les avancées qu'il a réalisées, autre bilan à établir le plus tôt possible !

19 Puisque pas mal d'idées reçues sur la gauche sont remises en cause, pourquoi se priver ? La révolution culturelle chinoise est désormais honnie en chœur par tous les bien-pensants de gauche comme de droite. Elle se ramènerait à une lutte entre deux clans pour le pouvoir. A-t-on déjà vu dans l'Histoire l'appel à la population pour qu'elle critique ses dirigeants ? Une telle mobilisation de millions de personnes n'aurait été qu'un moyen d'assurer l'hégémonie d'un clan ? Toutes les initiatives telles que la

Comment le prolétariat, sans longue préparation, sans changer son statut pourrait-il diriger une société ? Comment les productions et modes de production du capital pourraient-ils être utilisés à bon escient ? Le projet marxiste est utopique, une utopie devenue stérile, surtout après les échecs de construction du socialisme.

Il n'y a jamais eu de pays socialistes, il y a bien eu des périodes transitoires, bouillonnantes, au début de la révolution soviétique comme dans d'autres mouvements révolutionnaires de plusieurs pays. Malgré cela, le bilan des pays dits socialistes ne peut pas être fait en prenant le socialisme comme étalon, il faudrait comparer la société avant la révolution et après, en tenant compte de l'ensemble des réalisations et des échecs.

S'il a fallu des siècles pour que le capitalisme prenne forme et s'impose, il ne peut faire de doute qu'une société sans exploitation, fondée sur des valeurs tout à fait différentes, s'esquissera, se développera, prendra le dessus au cours d'une très longue période historique. Quels sont ses contours, d'où viendra-t-elle, autant de questions et bien d'autres encore sans réponse claire ou dont la réponse n'est pas apparente à nos yeux. Ici, l'utopie semble à nouveau nécessaire pour précéder l'évolution réelle et la connaissance du passé révolutionnaire un atout pour mieux l'esquisser.

présence d'ouvriers dans des universités ou d'intellectuels dans les campagnes devraient donc être interprétées à la lumière des manoeuvres d'un clan ? Peut-être, mais ce serait exceptionnel, les clans ont plutôt l'habitude des coups d'État feutrés et se méfient de la population. On pourrait tout aussi bien prendre au sérieux les inquiétudes de Mao et d'autres dirigeants sur l'évolution de l'URSS vers le capitalisme (elle y était en plein !) et leur volonté d'éveiller la population, de la rendre consciente pour qu'elle participe au pouvoir. Objectif qui s'est révélé inaccessible et qui a conduit à des catastrophes. Tout est-il à rejeter ? L'appel à la critique de responsables d'une organisation d'extrême gauche [Union des Communistes (marxistes-léninistes) de Belgique-UC(ML)B en 1976] – expérience menée à une échelle minuscule –, a montré un gain démocratique, à travers, il est vrai, toutes sortes de "vicissitudes".

Comme pour l'URSS et les autres pays dits socialistes, peut-on faire l'économie d'un bilan ? Il est plus facile de hurler avec les loups.

L'expérience du mouvement ouvrier (quelques points saillants)

Si les pays dits socialistes sont accusés sans nuances des pires maux, la discrétion est de rigueur sur l'histoire du mouvement ouvrier occidental. Comme il n'a pas eu accès au pouvoir, il n'a pas eu la possibilité de démontrer qu'il aurait pu faire mieux. On peut cependant craindre qu'il n'était pas en mesure de réaliser grand-chose de différent de ce qui a été obtenu à l'intérieur du capitalisme, c'est-à-dire l'ensemble des réformes qui ont permis l'intégration. Les socialistes seuls au pouvoir, en Suède et ailleurs, n'ont apporté aucun changement fondamental, se contentant d'aménager la société dans le domaine de la sécurité sociale et dans quelques autres domaines.

Au cours des années 30, les coopératives ont fleuri dans tous les centres ouvriers, principalement des magasins d'alimentation et aussi quelques entreprises de production (boulangeries...). Elles se sont évanouies en quelques années, sans laisser de traces. Il subsiste quelques grosses entreprises déguisées en coopératives, dans lesquelles survivent, dans le meilleur des cas, quelques vestiges du passé. Au début, les prix des magasins Coop étaient plus favorables et une clientèle fidèle a été attirée; les coopératives aidaient souvent financièrement et matériellement les luttes ouvrières; l'échelle des salaires était généralement réduite, le fonctionnement était plus démocratique que dans le privé: ce sont des pas en avant. Leur existence a démontré qu'il est possible de résister aux pressions capitalistes lorsqu'une partie de la population est convaincue de soutenir une juste cause.

Par la suite, l'idéal s'est "assagi" et la clientèle des magasins Coop ne voyait plus aucune différence notable avec les grands magasins qui se sont répandus à partir des années 60. Les magasins Coop et la production coopérative fournissaient les mêmes produits et les mêmes services que les entreprises capitalistes, ils ont reconstitué la même organisation du travail et n'ont pas résisté à la concurrence.

Les grands magasins et les grandes entreprises ont pris le dessus.

Quant aux syndicats, ils ont trouvé leur place dans le système, ils siègent notamment au sein d'un nombre incalculable de comités de concertation pris en considération quand le patronat a besoin de leur collaboration pour assurer la paix sociale et relégués à l'arrière-plan quand la base des travailleurs est passive. Depuis que la paix sociale a été institutionnalisée, avec, par exemple, le versement de quelques pourcents du salaire aux syndicats de plusieurs secteurs, comme les fabrications métalliques, si les travailleurs la respectent, il est devenu évident que les syndicats ne représentent pas un contre-pouvoir, mais bien un appoint régulateur du pouvoir. Ainsi, dans les années 70, c'est au nom des accords de paix sociale que les syndicats n'ont pas reconnu un grand nombre de grèves qualifiées de "sauvages" qui ont été sévèrement réprimées pour la plupart. La structure des syndicats est conforme à tous les appareils politiques, avec sa hiérarchie et ses clans. À l'intérieur des partis et des syndicats se sont reproduites les divisions du travail telles que celle entre les intellectuels et les manuels, sous une forme spécifique, hors de la production. Les services (en cas de chômage, de procès...) mobilisent un personnel important et attirent de nombreux affiliés; les actions, bien peu dérangeantes pour le patronat, se bornent à l'exigence de revendications mineures.

Les grandes associations, les grands partis reproduisent fidèlement les fonctionnements et reprennent éternellement les revendications qui ont fait faillite du point de vue de la marche vers une société meilleure. La gauche (il faudrait des guillemets) n'apporte plus rien de nouveau, ne tire pas de leçons du passé, ne se remet pas en question. Tout va donc bien, "On ne vit pas si mal en Belgique, n'est-ce pas, voyez ailleurs ?".

Avec le recul, ne peut-on pas prétendre que les pays riches (ceux qui appauvrissent les autres) ont les ressources pour

corrompre leurs populations jusqu'à un certain point (les "chaînes dorées") et gommer les contradictions, alors que les autres pays sont traversés par des conflits plus ou moins violents, des luttes aiguës, et soumis à des pouvoirs autoritaires ?

La gauche radicale: fossilisée ou pas ?

Il faudrait mieux connaître les activités de la gauche radicale pour parvenir à la qualifier le plus justement possible. À cet égard, les programmes sont insuffisants, mais ne peut-on pas supposer qu'ils contiennent l'essentiel ? S'ils reflètent mal la pratique, tant pis, à la critique de rectifier le tir.

Les éternelles réformes sont partout, ce sont à peu près les mêmes qui sont adoptées par l'ensemble des organisations et qui ne sont toujours pas reliées au combat pour une autre société. Seule la LCR est pour des "réformes non réformistes" (qu'est-ce ?); dans la tradition trotskiste, il s'agirait du contrôle ouvrier pour assurer la bonne réalisation de la réforme: quand le rapport de forces est favorable, un secteur ouvrier est en mesure de contrôler (à l'aciérie Thomas de Cockerill-Liège, dans les années 60, les ouvriers limitaient le nombre de coulées: *Si on travaillait à 3 à un poste, pas question de travailler à 2, sinon il fallait une compensation salariale. Pour les 33 coulées, s'il manquait un homme, on n'en faisait que 25*²⁰). André Renard avait mis à son programme les "réformes de structures", succédané du contrôle ouvrier. Comme le contenu des réformes était trop limité, les expériences passées avec leurs côtés positifs n'ont pas débloqué la situation.

Quelques revendications écologiques ont été ajoutées, elles sont dans l'air du temps mais, comme les réformes sociales,

²⁰ Interview d'un ancien ouvrier, in M. NEJSZATEN, *Tactique ancienne et tactique nouvelle (effet des réformes sur la condition ouvrière)*, inédit, 1986.

elles sont impuissantes à modifier le cours des choses telles qu'elles²¹.

À côté des réformes, la gauche radicale avance quelques perspectives sociétales. Autant les réformes sont précises, autant les objectifs à plus long terme sont vagues et imprécis. La LCR se prononce pour *une société socialiste autogestionnaire où la majorité sociale déterminera démocratiquement la satisfaction de ses besoins*. L'ex-Yougoslavie de Tito avait ce programme. Le PCB milite *dans une perspective socialiste autogestionnaire; pour une société où la paix, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, la justice sociale, le respect des équilibres et des ressources naturelles, l'égalité entre hommes et femmes et entre les peuples, le droit de chacun à choisir les voies de son épanouissement seront acquis*. Ça sonne bien, mais quelle différence avec l'ancien PCB qui soutenait l'URSS, à part le mot "autogestion" et l'écologie ? L'UAG est pour *une société où ce que l'on produit est décidé démocratiquement par l'ensemble de la population, en fonction de ses besoins et non du profit, et avec le souci de respecter l'environnement*. Ça ressemble au socialisme, sans dictature du prolétariat, bien sûr. Franchement, qui y croit ? Car si c'était le cas, il y aurait des précisions, des utopies, des moyens originaux pour l'atteindre, des essais de bilans du mouvement ouvrier, de l'URSS et de la Chine, des plans de recherche pour les innombrables questions sans réponses, des initiatives démontrant qu'on s'engage dans cette voie, et non les sempiternelles réformes déjà cadrées par Marx il y a... environ 150 ans !

21 La LCR a repris ainsi de nombreuses revendications à caractère écologique.

Gauche, où es-tu ?

Si l'on se réfère à la définition de la gauche (voir plus haut), il ne reste plus personne... Impossible ? Qui sait ?

Le dernier grand mouvement contestataire en Occident, abordant des questions de société, a été sans conteste mai 68 avec sa dénonciation du mode de vie moderne qui n'en était pourtant qu'à ses premiers pas. Dans la foulée, sous son influence directe et indirecte, une conscience écologique est apparue et de nombreuses associations ont vu le jour hors de l'orbite de la gauche radicale. En Occident, une myriade de groupes issus des "classes moyennes" agissent dans de nombreux domaines, la production, la consommation, le mode de vie, la science... sous l'angle écologique. Ils s'opposent à ce qu'ils appellent le "productivisme", la "croissance"²². La gauche radicale est sinon absente, du moins au second plan (UAG, par exemple, reprend la critique du "productivisme"), l'initiative ne lui appartient pas.

L'agriculture biologique non intensive, les groupes d'achat, la bio-construction, les groupes antipubs, les faucheurs volontaires (des champs OGM en France), etc., etc. apportent du sang neuf à l'anticapitalisme. Les écologistes radicaux amorcent une critique d'ensemble de la société et tentent de la remplacer à partir d'une pratique quotidienne. En Belgique, c'est peut-être le GRAPPE qui les représente le mieux, alors qu'en France, la revue Silence rassemble les positions et expériences de ce courant. Peut-on les étiqueter à gauche, quand eux-mêmes se taisent là-dessus ?

À une plus grande échelle, c'est le mouvement altermondialiste qui entretient l'espoir en un renouveau de la gauche, du moins ses tendances les plus dynamiques et les plus contestataires.

Ce "nouveau" est encourageant... à condition de s'en inspirer pour aller plus loin, beaucoup plus loin.

C'est quoi être révolutionnaire aujourd'hui en Belgique ? Y a-t-il encore des révolutionnaires ?

²² Ils créent d'ailleurs la confusion, voir M. NEJSZATEN, *La décroissance simpliste*, éd. Vivre... S, Seraing, 2003.

En plein dans l'utopie

Critiquer est plus facile que construire. Il existe des entreprises, petites coopératives ou non, qui produisent "autrement", c'est-à-dire des aliments biologiques, des matériaux écologiques, des détergents sans produits pétroliers, etc.²³ Les travailleurs de ces entreprises n'ont pas encore de rôle actif. On pourrait imaginer que des associations de travailleurs se forment pour améliorer radicalement l'organisation du travail, inciter à la fabrication de machines où l'homme utilise son savoir faire et qui éliminent les tâches les plus répétitives et les plus lourdes. On pourrait imaginer que d'autres associations de consommateurs organisent à grande échelle l'achat de ces produits à la fois plus éthiques et plus écologiques, dans des magasins (coopératives, asbl...), par l'intermédiaire de groupes d'achats...

Comme les grandes structures ne sont généralement pas démocratiques, mieux vaudrait de nombreuses petites structures en réseau, de manière à ne pas recréer de strictes divisions du travail et encourager l'initiative de tous.

Tous les domaines pourraient être atteints par des changements de production et de comportement: transport, énergie, alimentation, construction... Il ne suffit pas de travailler mieux ou d'acheter mieux, encore faut-il que le mode de vie se transforme: réduction drastique du rôle de la voiture, arrêt de tout gaspillage, agencement des activités (loisirs, magasins, services, écoles...) au sein des localités, priorité aux productions locales (éthiques et écologiques), habitat groupé avec des services collectifs...

L'ensemble exige des changements en partie simultanés, notamment les besoins de défoulement comme les contraintes de la vie quotidienne doivent être restreints pour espérer un comportement plus responsable, les appels au "bon sens" sont inopérants sans remplir ces conditions.

²³ Lire une analyse critique: M. NEJSZATEN, *Balade dans un autre monde*, éd. Vivre... S, Seraing, 2003.

Au sein des multinationales et des entreprises privées traditionnelles, le combat des travailleurs prendrait d'autres dimensions: actions, parfois à une échelle internationale, pour que la production devienne tant soit peu *utile*, pour modifier l'organisation du travail, pour que la baisse du temps de travail serve effectivement à augmenter le temps consacré à des activités à valeur sociale et culturelle, pour que les hausses de salaire soient utilisées à bon escient (aides à la petite production, projets alternatifs...). Même limités, ces combats renforceraient le secteur alternatif.

La lutte défensive contre les effets négatifs du néolibéralisme prendrait une ampleur nouvelle si l'enjeu contenait la défense du secteur alternatif: contre les OGM, les nanotechnologies, contre les guerres impérialistes, contre la surexploitation au Sud, etc.

Au sein même de la société capitaliste se développeraient des structures et pratiques différentes, au sein desquelles le "prolétariat" ne serait plus tout à fait le prolétariat, les travailleurs prenant des responsabilités, libérés partiellement des tâches abrutissantes.

Le processus révolutionnaire s'étendra sur une longue période, pas de "grand soir" en perspective, mais une maturation internationale²⁴ aux échéances imprévisibles à l'heure actuelle. Imaginer les modalités relève bien de l'utopie, affirmer qu'il est inéluctable relève du "bon sens", car il n'est d'autre moyen de libérer l'Humanité et d'assurer la sauvegarde des espèces vivantes.

²⁴ Le "commerce équitable" non perversi est peut-être un des embryons de rapports meilleurs, à l'échelle internationale.

